

## Sauvons Obstinement la Sociologie (SOS)

Soucieuse de la nécessité de préserver une autonomie de pensée comme condition d'exercice des libertés publiques et de garantie d'une réelle démocratie, l'Association Française de Sociologie, réunie en Assemblée Générale le 16 avril 2009, reprend à son compte les revendications exprimées par la communauté d'enseignement et de recherche, mobilisée depuis le 2 février.

- La restitution des emplois supprimés, y compris pour les chaires mixtes, et définition d'un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires,
- L'arrêt du démantèlement des organismes de recherche, le maintien sans ambiguïté des EPST dans leur rôle d'opérateurs de recherche,
- Le retrait du projet de décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du projet de contrat doctoral, l'abrogation du décret « comités de sélection »
- Le retrait de l'actuel projet de réforme de la formation des enseignantEs des premier et second degrés et des concours,
- Le maintien des frais d'inscriptions à un niveau permettant l'accès de tous-tes à l'enseignement supérieur,
- L'abrogation de la LRU et du Pacte pour la Recherche.

Les enseignantEs-chercheurEs, les chercheurEs, les personnellEs BIATOSS, les sociologues praticienNEs, les docteurEs, les doctorantEs réunis au sein de l'AFS mesurent les effets particulièrement négatifs de la politique du gouvernement pour l'avenir des sciences humaines et sociales, et notamment pour la sociologie.

L'AFS, en tant que société savante, veut ainsi alerter les pouvoirs publics et les citoyenNEs sur les dangers de la politique actuelle et demande :

1. la restitution des emplois supprimés dans le cadre du budget 2009, l'affectation des budgets repris des chaires mixtes à la création d'emplois statutaires, la titularisation des personnellEs précaires, particulièrement nombreux dans notre discipline, qu'ils soient administratifs, technicienNEs, ingénieurEs ou docteurEs ;
2. le rééquilibrage des financements de la recherche au profit des crédits récurrents et pérennes qui doivent être la principale source de financement. Ces financements pérennes garantissent des enquêtes empiriques de grande envergure et de longue durée, ainsi que la cumulativité des savoirs sociologiques au sein de collectifs stables ;
3. la garantie d'indépendance des enseignements et des recherches vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques. Une telle garantie est cruciale pour la survie d'une discipline davantage sollicitée comme gestionnaire

du social à l'usage des décideurs que comme pratique de dévoilement à destination de tous les publics. Cela passe notamment par :

- a. le renforcement de la pérennité et du caractère public des financements et des emplois,
  - b. la généralisation des principes de collégialité et de transparence pour la composition de l'ensemble des instances d'évaluation, de décision, et de recrutement,
  - c. des allocations de recherche non systématiquement indexées à des thématiques imposées,
4. un système collégial d'évaluation des personnels et des équipes qui tienne compte des collectifs de travail et du contenu des productions scientifiques plutôt que des critères purement quantitatifs, notamment bibliométriques ;
5. le choix d'une politique soutenue de délégation de minimum deux ans des enseignantEs-chercheurEs dans les EPST. En effet, en l'absence de moyens supplémentaires pour soutenir la généralisation de l'accès à l'enseignement supérieur, les enseignantEs-chercheurEs portent la charge du sous encadrement. Cette situation suppose :
- a. le renforcement et non la destruction du maillage des UMR,
  - b. des procédures de décharge des tâches d'enseignement et d'administration qui soient régulières dans les carrières, notamment pour les premières années qui suivent le recrutement,
  - c. une véritable politique de créations d'emplois statutaires ;
6. les conditions d'une transmission des savoirs et savoir-faire, et d'un renouvellement démographique à long terme,
- a. notamment par la création d'emplois publics statutaires,
  - b. par une égalité de traitement entre tous les établissements d'enseignement supérieur, notamment en terme de financement par étudiant inscrit,
  - c. par la mise en place des conditions matérielles et institutionnelles pour de véritables projets pédagogiques collégiaux et cohérents.
  - d. par le renforcement de la sociologie dans l'enseignement secondaire,
7. le développement des espaces d'échanges et de coopération, comme les GDR, et l'abandon de la politique de mise en concurrence généralisée des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des équipes et des laboratoires, des revues et des personnelLEs entre eux, concurrence vers quoi convergent la LRU et le Pacte pour le Recherche ;

Dans l'immédiat et pour contribuer à la mobilisation de la communauté scientifique, seule voie laissée par le gouvernement pour obtenir satisfaction sur ces revendications, l'AFS appelle :

- au maintien de la grève des tâches administratives et des enseignements (quelles qu'en soient les modalités),
- au refus de participer aux processus de recrutement des chaires mixtes,
- à la participation de l'ensemble des personnels de l'enseignement et de la recherche aux prochaines manifestations, notamment celles du 28 avril et du 1<sup>er</sup> Mai.